

Annexe**Accord de coopération du 14 juillet 2017 entre l'État fédéral, la Région flamande, la Région wallonne, la Région de Bruxelles-Capitale, la Communauté flamande, la Communauté française et la Communauté germanophone dans le cadre de la transposition de la Directive 2014/61/UE**

Vu la Constitution, les articles 39, 127, 130 et 134 ;

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, les articles 4, 6° ; 6, § 1^{er}, VII et X et 92bis, §§ 1^{er} et 5 ;

Vu la loi du 31 décembre 1983 de réformes institutionnelles pour la Communauté germanophone, les articles 4, § 1^{er}, et 55bis ;

Vu la loi spéciale du 12 janvier 1989 relative aux Institutions bruxelloises, les articles 4 et 42 ;

Vu la directive 2014/61/UE du Parlement européen et du Conseil du 15 mai 2014 relative à des mesures visant à réduire le coût du déploiement de réseaux de communications électroniques à haut débit ;

L'État fédéral, représenté par M. Michel, Premier ministre, M. De Croo, Vice-Premier ministre et Ministre de la Coopération au développement, de l'Agenda numérique, des Télécommunications et de la Poste, M. Reynders, Vice-Premier ministre et Ministre des Affaires étrangères et européennes, chargé de Beliris et des Institutions culturelles fédérales, M. Bellot, Ministre de la Mobilité, chargé de Belgocontrol et de la Société nationale des chemins de fer belges et M. De Backer, secrétaire d'État d'État à la Lutte contre la fraude sociale, à la Protection de la vie privée et à la Mer du Nord, adjoint à la ministre des Affaires sociales et de la Santé publique ;

La Région flamande et la Communauté flamande, représentées par le Gouvernement flamand, en la personne de M. Bourgeois, Ministre-Président et Ministre de la Politique extérieure et du Patrimoine immobilier, Mme Homans, Vice-Ministre-Présidente et Ministre de l'Administration intérieure, de l'intégration civique, du Logement, de l'Égalité des chances et de la Lutte contre la pauvreté, M. Weyts, Ministre de la Mobilité, des Travaux publics, de la Périphérie flamande de Bruxelles, du Tourisme et du Bien-être des animaux, Mme Schauvliege, Ministre de l'Environnement, de la Nature et de l'Agriculture et M. Gatz, Ministre de la Culture, des Médias, de la Jeunesse et des Affaires bruxelloises ;

La Région wallonne, représentée par le Gouvernement wallon, en la personne de M. Magnette, Ministre-Président, M. Prévot, vice-président et Ministre des Travaux publics, de la Santé, de l'Action sociale et du Patrimoine, M. Marcourt, vice-président et Ministre de l'Économie, de l'innovation et du Numérique et M. Di Antonio, Ministre de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire, de la Mobilité et des Transports et du Bien-être animal ;

La Région de Bruxelles-Capitale, représentée par le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, en la personne de M. Vervoort, Ministre-Président chargé des Pouvoirs locaux, du Développement territorial, de la Politique de la Ville, des Monuments et Sites, des Affaires étudiantes, du Tourisme et du Port de Bruxelles, M. Smet, Ministre chargé de la Mobilité et des Travaux publics et Mme Debaets, secrétaire d'État chargée de la Coopération au Développement, de la Sécurité routière, de la Transition numérique, de l'Égalité des Chances et du Bien-être animal ;

Bijlage**Samenwerkingsakkoord van 14 juli 2017 tussen de Federale Staat, het Vlaams Gewest, het Waals Gewest, het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, de Vlaamse Gemeenschap, de Franse Gemeenschap en de Duitstalige Gemeenschap met het oog op de omzetting van richtlijn 2014/61/EU**

Gelet op de artikelen 39, 127, 130 en 134 van de Grondwet ;

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, artikelen 4, 6° ; 6, § 1, VII en X en 92bis, §§ 1 en 5 ;

Gelet op de artikelen 4, § 1, en 55bis van de wet tot hervorming der instellingen voor de Duitstalige Gemeenschap ;

Gelet op de bijzondere wet van 12 januari 1989 betreffende de Brusselse Instellingen, inzonderheid op de artikelen 4 en 42 ;

Gelet op de richtlijn 2014/61/EU van het Europees Parlement en de Raad van 15 mei 2014 inzake maatregelen ter verlaging van de kosten van de aanleg van elektronische communicatienetwerken met hoge snelheid ;

De Federale Staat, vertegenwoordigd door Dhr. Michel, Eerste minister, Dhr. De Croo, Vice-Eerste minister en Minister van Ontwikkelingssamenwerking, Digitale Agenda, Telecom en Post, Dhr. Reynders, Vice-Eerste minister en Minister van Buitenlandse en Europese Zaken, bevoegd voor Beliris en de Federale Culturele Instellingen, Dhr. Bellot, Minister van Mobiliteit, bevoegd voor Belgocontrol en de Nationale Maatschappij der Belgische Spoorwegen en dhr. De Backer, staatssecretaris voor Bestrijding van de Sociale Fraude, Privacy en de Noordzee, toegevoegd aan de Minister van Sociale Zaken en Volksgezondheid ;

Het Vlaams Gewest en de Vlaamse Gemeenschap, vertegenwoordigd door de Vlaamse Regering in de persoon van Dhr. Bourgeois, Minister-Président en Minister van Buitenlands Beleid en Onroerend Erfgoed, Mevr. Homans, ViceMinister-Président en Minister van Binnenlandse Bestuur, Inburgering, Wonen, Gelijke Kansen en Armoedebestrijding, Dhr. Weyts, Minister van Mobiliteit, Openbare Werken, Vlaamse Rand, Toerisme en Dierenwelzijn, Mevr. Schauvliege, Minister van Omgeving, Natuur en Landbouw en Dhr. Gatz, Minister van Cultuur, Media, Jeugd en Brussel ;

Het Waals Gewest, vertegenwoordigd door de Waalse Regering in de persoon van Dhr. Magnette, Minister-Président, Dhr. Prévot, ViceMinister-Président en Minister van Openbare Werken, Gezondheid, Welzijn en Erfgoed, Dhr. Marcourt, ViceMinister-Président en Minister van Economie, Industrie, Innovatie en Digitalisering en Dhr. Di Antonio, Minister van Leefmilieu, Ruimtelijke Ordening, Mobiliteit en Vervoer en Dierenwelzijn ;

Het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, vertegenwoordigd door de Brusselse Hoofdstedelijke Regering in de persoon van Dhr. Vervoort, Minister-Président, bevoegd voor Plaatselijke Besturen, Territoriale Ontwikkeling, Stedelijk Beleid, Monumenten en Landschappen, Studentenaangelegenheden, Toerisme en de Haven van Brussel, Dhr. Smet, Minister bevoegd voor Mobiliteit en Openbare Werken en Mevr. Debaets, staatssecretaris bevoegd voor Ontwikkelingssamenwerking, Verkeersveiligheid, Digitalisering, Gelijke Kansen en Dierenwelzijn ;

La Communauté française, représentée par le Gouvernement de la Communauté française, en la personne de M. Demotte, Ministre-Président, et M. Marcourt, vice-président et Ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et des Médias ;

La Communauté germanophone, représentée par le Gouvernement de la Communauté germanophone, en la personne de M. Paasch, Ministre-Président, et Mme Weykmans, Vice-Ministre-Présidente et Ministre de la Culture, de l'Emploi et du Tourisme ;

ont convenu de soumettre le présent texte à l'approbation de la Chambre des représentants fédérale et des Parlements des Régions et des Communautés :

Article 1^{er}

Le présent accord de coopération fixe, en vue de transposer partiellement la directive 2014/61/UE du Parlement européen et du Conseil du 15 mai 2014 relative à des mesures visant à réduire le coût du déploiement de réseaux de communications électroniques à haut débit, les modalités de coopération entre l'État fédéral, la Région flamande, la Région wallonne, la Région de Bruxelles-Capitale, la Communauté flamande, la Communauté française et la Communauté germanophone.

Article 2

Dans le cadre du présent accord de coopération, on entend par :

- 1° « opérateur de réseau » : une entreprise fournissant ou autorisée à fournir des réseaux de communications électroniques publics, ainsi qu'une entreprise qui met à disposition une infrastructure physique destinée à fournir :
- a) un service de production, de transport ou de distribution de :
 - i) gaz ;
 - ii) électricité, y compris pour l'éclairage public ;
 - iii) service de chauffage ;
 - iv) eau, y compris l'évacuation ou le traitement et l'assainissement des eaux usées, et les systèmes d'égouts ;
 - b) des services de transport, y compris les voies ferrées, les routes, les ports et les aéroports ;
- 2° « opérateur de communications électroniques » : une entreprise fournissant ou autorisée à fournir un réseau de communications électroniques à haut débit public ;
- 3° « travaux de génie civil » : le résultat d'un ensemble de travaux de bâtiment ou de génie civil, destiné à remplir par lui-même une fonction économique ou technique et qui comporte un ou plusieurs éléments d'une infrastructure physique ;
- 4° « infrastructure physique » : tout élément d'un réseau quelconque qui peut accueillir un élément d'un réseau de communications électroniques à haut débit sans devenir lui-même un élément actif de ce réseau, tels que les conduites, pylônes, gaines, chambres de tirage et regards, trous de visite, boîtiers, immeubles ou accès à des immeubles, installations liées aux antennes, tours et poteaux ; les câbles, y compris la fibre noire, ainsi que les éléments de réseaux utilisés pour la fourniture des eaux destinées à la consommation humaine, telles qu'elles sont définies à l'article 2, point 1, de la directive 98/83/CE ne sont pas des infrastructures physiques au sens du présent accord de coopération ;
- 5° « réseau de communications électroniques à haut débit » : un réseau de communications électroniques pouvant fournir des services d'accès au haut débit à une vitesse supérieure ou égale à 30 Mbit/s.

De Franse Gemeenschap, vertegenwoordigd door de Regering van de Franse gemeenschap in de persoon van dhr. Demotte, Minister-Président, en Dhr. Marcourt, ViceMinister-Président en Minister van Hoger Onderwijs, Onderzoek en Media ;

De Duitstalige Gemeenschap, vertegenwoordigd door de Regering van de Duitstalige Gemeenschap in de persoon van Dhr. Paasch, Minister-Président, en Mevr. Weykmans, ViceMinister-Président en Minister van Cultuur, Werkgelegenheid en Toerisme ;

zijn overeengekomen deze tekst ter goedkeuring aan de Federale Kamer van Volksvertegenwoordigers en aan de Parlementen van Gewesten en Gemeenschappen voor te leggen :

Artikel 1

Dit samenwerkingsakkoord stelt, met het oog op de gedeeltelijke omzetting van Richtlijn 2014/61/EU van het Europees Parlement en de Raad van 15 mei 2014 inzake maatregelen ter verlaging van de kosten van de aanleg van elektronische communicatienetwerken met hoge snelheid, de nadere regels vast inzake samenwerking tussen de Federale Staat, het Vlaamse Gewest, het Waalse Gewest, het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, de Vlaamse Gemeenschap, de Franse Gemeenschap en de Duitstalige Gemeenschap.

Artikel 2

Voor dit samenwerkingsakkoord verstaat men onder :

- 1° « netwerkexploitant » : een onderneming die openbare communicatienetwerken aanbiedt of waaraan vergunning is verleend om openbare communicatienetwerken aan te bieden, alsmede een onderneming die fysieke infrastructuur aanbiedt die tot doel heeft een dienst te leveren :
- a) zoals de productie, het transport of de distributie van :
 - i) gas ;
 - ii) elektriciteit, met inbegrip van straatverlichting ;
 - iii) verwarming ;
 - iv) water, met inbegrip van de verwijdering of verwerking van afval- en rioolwater, en drainagesystemen ;
 - b) vervoerdiensten, met inbegrip van spoorwegen, wegen, havens en luchthavens ;
- 2° « elektronische-communicatieoperator » : een onderneming die een openbaar elektronisch communicatienetwerk met hoge snelheid aanbiedt of waaraan vergunning is verleend om een openbaar communicatienetwerk met hoge snelheid aan te bieden ;
- 3° « civiele werken » : het product van een geheel van bouwkundige of civieltechnische werken dat bestemd is om als zodanig een economische of technische functie te vervullen en dat een of meer elementen van een fysieke infrastructuur omvat ;
- 4° « fysieke infrastructuur » : elk element van een netwerk dat bedoeld is om een element van een elektronisch communicatienetwerk met hoge snelheid in onder te brengen zonder dat het zelf een actief element van het netwerk wordt, zoals buizen, masten, kabelgoten, inspectieputten, mangaten, straatkasten, gebouwen of ingangen in gebouwen, antenne-installaties, torens en palen ; kabels, met inbegrip van ongebruikte glasvezels, alsmede elementen van netwerken die worden gebruikt voor de voorziening met voor menselijke consumptie bestemd water als vermeld in artikel 2, punt 1, van Richtlijn 98/83/EG, zijn geen fysieke infrastructuur in de zin van dit samenwerkingsakkoord ;
- 5° « elektronisch communicatienetwerk met hoge snelheid » : een elektronisch communicatienetwerk dat breedbandtoegangsdiens ten kan leveren met snelheden van minstens 30 Mbps.

Article 3

La Conférence interministérielle « Mobilité, Infrastructure et Télécoms » a pour mission d'organiser de manière concertée, dans le respect des compétences de chacun et selon les modalités et procédures fixées en Comité de Concertation, la consultation mutuelle relative aux initiatives respectives concernant la rédaction d'un projet de législation ou de réglementation sur les exigences relatives aux travaux de génie civil imposées aux opérateurs de réseau.

Article 4

Un organe de règlement des litiges en matière d'infrastructures de réseaux (ci-après dénommé « l'ORL ») est institué et est composé de :

- 1° trois membres du Conseil de l'Institut belge des services postaux et des télécommunications (ci-après dénommé « l'IBPT ») ;
- 2° un membre du Vlaamse Regulator voor de Media (Communauté flamande) ;
- 3° un membre du Conseil supérieur de l'Audiovisuel (Communauté française) ;
- 4° un membre du Medienrat (Communauté germanophone) ;
- 5° deux membres désignés par le Gouvernement flamand ;
- 6° deux membres désignés par le Gouvernement de la Région wallonne ;
- 7° deux membres désignés par le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, dont un néerlandophone et un francophone.

Les membres de l'ORL ne peuvent avoir un intérêt quel qu'il soit dans les entreprises actives sur les marchés où opèrent les opérateurs de réseau, ni exercer la moindre fonction pour celles-ci, que ce soit directement ou indirectement, à titre gratuit ou à titre onéreux.

Chaque année, à la date anniversaire de l'entrée en vigueur du présent accord de coopération, les membres de l'ORL désignent un président parmi eux. Un tour de rôle entre les sept entités sera respecté.

L'IBPT en assume le secrétariat.

Article 5

§ 1^{er}. L'ORL a la personnalité juridique et fixe son règlement d'ordre intérieur. Le règlement d'ordre intérieur de l'ORL n'entre en vigueur qu'après approbation du Comité de concertation sur proposition de la Conférence interministérielle « Mobilité, Infrastructure et Télécoms ».

§ 2. L'ORL statue dans les cas prévus par les lois, les décrets et les ordonnances des autorités compétentes (régions, communautés, autorité fédérale) dans le cadre de la directive 2014/61/UE, à savoir en cas :

- 1° de refus d'un opérateur de réseau de permettre l'accès à des infrastructures physiques existantes en vue du déploiement d'éléments de réseaux de communications électroniques à haut débit ou si aucun accord n'a été trouvé sur les modalités et conditions spécifiques y compris le prix ;
- 2° de litige concernant les droits et obligations des opérateurs de réseau en matière d'informations minimales relatives aux infrastructures physiques existantes dans la zone dans laquelle un déploiement d'éléments de réseaux de communications électroniques à haut débit sera envisagé ;
- 3° de litige relatif à la coordination des travaux de génie civil en vue du déploiement d'éléments de réseaux de communications électroniques à haut débit ;

Artikel 3

De Interministeriële Conferentie « Mobiliteit, Infrastructuur en Telecommunicatie » heeft tot taak om in onderling overleg en met respect voor ieders bevoegdheid, volgens de modaliteiten en procedures die zijn vastgelegd in het Overlegcomité, de wederzijdse raadpleging te organiseren over de respectieve initiatieven inzake het opstellen van een ontwerp van wetgeving of regelgeving die plichten bevatten voor de netwerkexploitanten inzake civiele werken.

Artikel 4

Er wordt een instantie voor geschillenbeslechting inzake netwerkinfrastructuur (hierna « de IGB » genoemd) opgericht die bestaat uit :

- 1° drie leden van de Raad van het Belgisch Instituut voor Postdiensten en Telecommunicatie (hierna « BIPT » genoemd) ;
- 2° een lid van de Vlaamse Regulator voor de Media (Vlaamse Gemeenschap) ;
- 3° een lid van de Conseil supérieur de l'Audiovisuel (Franse Gemeenschap) ;
- 4° een lid van de Medienrat (Duitstalige Gemeenschap) ;
- 5° twee leden aangewezen door de Vlaamse Regering ;
- 6° twee leden aangewezen door de Waalse Gewestregering ;
- 7° twee leden aangesteld door de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, van wie een Nederlandstalige en een Franstalige.

De leden van de IGB mogen geen enkel belang hebben in de ondernemingen die actief zijn op de markten waar de netwerkexploitanten werkzaam zijn, noch direct of indirect, gratis of bezoldigd, voor deze ondernemingen enige functie uitoefenen.

De leden van de IGB wijzen elk jaar op de verjaardag van de inwerkingtreding van dit samenwerkingsakkoord in hun midden een voorzitter aan. Daarbij wordt een beurtrol gerespecteerd tussen de zeven entiteiten.

Het BIPT verzorgt het secretariaat.

Artikel 5

§ 1. De IGB heeft rechtspersoonlijkheid en stelt haar huishoudelijk reglement op. Het huishoudelijk reglement van de IGB treedt pas in werking na goedkeuring door het Overlegcomité op voorstel van de Interministeriële Conferentie « Mobiliteit, Infrastructuur en Telecommunicatie ».

§ 2. De IGB beslist in de gevallen waarin de wetten, decreten en ordonnances van de bevoegde overheden (gewesten, gemeenschappen, federale overheid) in het kader van de omzetting van Richtlijn 2014/61/EU voorzien, namelijk in geval van :

- 1° weigering door een netwerkexploitant om toegang te verlenen tot de bestaande fysieke infrastructuur met het oog op de aanleg van elementen van elektronische communicatienetwerken met hoge snelheid of bij onenigheid over specifieke eisen en voorwaarden, met inbegrip van de prijs ;
- 2° geschil over de rechten en plichten van de netwerkexploitanten met betrekking tot minimuminformatie over de bestaande fysieke infrastructuur in het gebied waarin de aanleg van elementen van elektronische communicatienetwerken met hoge snelheid wordt overwogen ;
- 3° geschil over de coördinatie van de civiele werken met het oog op de aanleg van elementen van elektronische-communicatienetwerken met hoge snelheid ;

4° de litige soulevé concernant les droits et obligations des opérateurs de réseau en matière d'informations minimales relatives aux travaux de génie civil en cours ou prévus dans la zone dans laquelle un déploiement d'éléments de réseaux de communications électroniques à haut débit sera envisagé.

Les 1° et 2° de l'alinéa précédent ne sont pas d'application lorsque les litiges qui y sont visés concernent uniquement des opérateurs de communications électroniques.

Article 6

Les demandes introduites auprès de l'ORL sont traitées par un Collège d'experts.

Un des experts est désigné par l'IBPT parmi les membres de son personnel.

Deux experts sont désignés par le Gouvernement régional, ou son délégué, de la Région sur le territoire de laquelle le litige faisant l'objet de la demande peut être localisé. Ces experts sont désignés en raison de leurs compétences dans la matière objet du litige.

Si l'objet du litige sur lequel porte la demande ne peut être circonscrit au territoire d'une seule Région, chaque Gouvernement régional, ou son délégué, de la Région sur le territoire de laquelle le litige est localisé désigne un expert.

Si l'objet du litige sur lequel porte la demande a trait à des compétences exclusivement fédérales, un expert supplémentaire est désigné par la Gouvernement fédéral.

La mission des experts est exercée à titre gratuit ou est rémunérée de la manière prévue par l'entité qui les désigne. Ils sont indépendants de toute opérateur de réseau.

Le règlement d'ordre intérieur de l'ORL prévoit le délai dans lequel le Collège d'experts rend son avis.

Article 7

Sur proposition du Collège d'experts, d'une des parties ou de sa propre initiative, le Président de l'ORL peut mettre en demeure tout opérateur de réseau de fournir toute information utile, de l'accord d'au moins un des deux membres désignés respectivement par l'entité qui vient d'exercer la présidence et par celle qui l'exercera l'année suivante. À défaut d'obtempérer dans les délais fixés, après avoir été entendu, l'opérateur de réseau concerné peut se voir infliger par l'ORL une amende administrative au plafond maximal du 25.000 euros au profit de 1° IBPT. Cette décision prise aux mêmes conditions de majorité que celles visées à l'article 8, § 1^{er}, alinéa 1^{er} et publiée sur le site Internet de IBPT, dans le respect de la confidentialité et du secret des affaires.

Article 8

§ 1^{er}. L'ORL recherche le consensus. Faute de consensus en son sein, l'ORL rend, à la majorité des deux tiers de ses membres présents, une décision dans les plus brefs délais et, en tout état de cause, dans un délai de 2 mois à compter de la date de réception de la demande complète.

La décision tient dûment compte du principe de proportionnalité.

4° geschil over de rechten en plichten van de netwerkexploitanten met betrekking tot minimuminformatie over de lopende of geplande civiele werken in het gebied waarin de aanleg van elementen van elektronische communicatienetwerken met hoge snelheid wordt overwogen.

De bepalingen onder 1° en 2° van het vorige lid zijn niet van toepassing als alleen elektronische-communicatieoperatoren betrokken zijn in het geschil.

Artikel 6

Een college van deskundigen behandelt de verzoeken die worden ingediend bij de IGB.

Het BIPT wijst onder de leden van zijn personeel één van de deskundigen aan.

De gewestregering, of de afgevaardigde ervan, van het gewest op het grondgebied waarvan het geschil waarop het verzoek betrekking heeft, zich voordoet, wijst twee deskundigen aan. Deze deskundigen worden gekozen wegens hun expertise inzake het onderwerp van het geschil.

Als het voorwerp van het geschil waarop het verzoek betrekking heeft, niet kan worden beperkt tot het grondgebied van één gewest, wijst elke gewestregering of de afgevaardigde ervan, van het gewest op het grondgebied waarvan het geschil zich voordoet, een deskundige aan.

Als het voorwerp van het geschil waarop het verzoek betrekking heeft, uitsluitend federale bevoegdheden betreft, wijst de federale regering een bijkomende deskundige aan.

De taak van de deskundigen wordt gratis uitgeoefend of bezoldigd op de wijze voorzien door de entiteit die hen kiest. Zij zijn onafhankelijk van de netwerkexploitanten.

Het huishoudelijk reglement van de IGB stelt de termijn vast waarin het college van deskundigen zijn advies verstrekt.

Artikel 7

De voorzitter van de IGB kan, op voorstel van het college van deskundigen, van een van de partijen of op eigen initiatief, een netwerkexploitant aanmanen om alle nuttige informatie te verstrekken. De voorzitter doet dat in overleg met minstens een van de twee leden die respectievelijk werden aangewezen door de entiteit die net het voorzitterschap heeft waargenomen en met degene die dat het volgende jaar zal doen. De IGB kan de betreffende netwerkexploitant die geen gevolg geeft aan de aanmaning binnen de vastgestelde termijnen, nadat hij is gehoord, een administratieve boete met een maximumbedrag van 25.000 euro opleggen ten voordele van het BIPT. Deze beslissing wordt onder dezelfde voorwaarden inzake meederheid genomen als diegene die bedoeld zijn in artikel 8, § 1, eerste lid en wordt bekendgemaakt op de website van het BIPT met inachtneming van de vertrouwelijkheid en van het zakelijke geheim.

Artikel 8

§ 1. De IGB streeft een consensus na. Bij gebrek aan een consensus in haar midden neemt de IGB met een tweederde meerderheid van de aanwezige leden, zo spoedig mogelijk een beslissing en in elk geval binnen een termijn van twee maanden na de ontvangst van het volledige verzoek.

De beslissing houdt naar behoren rekening met het evenredigheidsbeginsel.

Lorsque le litige porte sur l'accès à des infrastructures physiques existantes, le délai visé à l'alinéa précédent est porté à 4 mois.

Les délais visés aux deux alinéas précédents peuvent être dépassés en cas de circonstances exceptionnelles, admises comme telles par au moins deux tiers des membres de l'ORL présents.

§ 2. Sans préjudice de la possibilité de saisir une juridiction, tout opérateur de réseau peut introduire une requête auprès de l'ORL.

Pour ce faire, il introduit une requête notifiée par dépôt au siège du secrétariat de l'ORL avec accusé de réception, par un envoi postal avec accusé de réceptions ou par voie électronique permettant d'attester de la date de réception.

A peine de nullité, la requête est signée et mentionne :

- 1° les nom, prénom, domicile du requérant et, en cas de personne morale, sa dénomination et son siège social, ainsi que les nom, prénom, domicile et qualité du représentant légal ;
- 2° les nom et prénom ou la dénomination de la partie adverse ;
- 3° l'objet précis du litige et un exposé des moyens ;

À peine de nullité, la requête est accompagnée des statuts de la partie requérante, s'il s'agit d'une personne morale.

Dès sa réception, la requête est enregistrée par le secrétariat de l'ORL.

Dans les cinq jours ouvrables à compter de la date d'enregistrement de sa requête, le président de l'ORL, de l'accord d'au moins un des deux membres désignés respectivement par l'entité qui vient d'exercer la présidence et par celle qui l'exercera l'année suivante, prend une décision sur sa recevabilité. Cette décision est immédiatement notifiée à la partie requérante.

Si la requête est jugée irrecevable, il est définitivement mis fin à la procédure.

§ 3. Lorsque le litige porte sur l'accès à des infrastructures physiques existantes ou sur la coordination de travaux de génie civil, l'ORL peut prendre une décision fixant des modalités et conditions équitables et raisonnables, dont le prix.

Lorsqu'il fixe le prix de l'accès à une infrastructure physique, l'ORL prend en compte la nécessité pour le fournisseur d'accès de pouvoir équitablement récupérer ses coûts. L'ORL prend également en compte l'incidence de l'accès demandé sur le plan d'affaires du fournisseur d'accès, y compris les investissements réalisés par l'opérateur du réseau auquel l'accès est demandé.

§ 4. Pour que l'ORL puisse délibérer et statuer valablement, deux tiers de ses membres doivent être présents, dont au moins un de ceux désignés par le Gouvernement de la Région ou des Régions où le litige est localisé.

En cas d'insuffisance de membres pour délibérer valablement, l'ORL peut être convoqué à une nouvelle réunion dans un délai minimum de trois jours ouvrables, à laquelle l'alinéa 1^{er} ne sera plus d'application.

Als het geschil betrekking heeft op de toegang tot bestaande fysieke infrastructuur bedraagt de termijn, vermeld in het vorige lid vier maanden.

In uitzonderlijke omstandigheden, aanvaard door minstens twee derde van de aanwezige leden van de IGB, kunnen de termijnen bedoeld in de twee vorige leden overschreden worden.

§ 2. Onverminderd de mogelijkheid om een zaak aanhangig te maken bij een rechtbank, kunnen netwerexploitanten een verzoekschrift indienen bij de IGB.

Daartoe moeten ze een verzoekschrift indienen dat wordt betekend door afgifte in de zetel van het secretariaat van de IGB tegen ontvangstbewijs, via een ter post aangetekende zending of via elektronische weg waarmee de datum van ontvangst kan worden bevestigd.

Op straffe van nietigheid wordt het verzoekschrift ondertekend en vermeldt het :

- 1° de naam, voornaam, woonplaats van de eiser en, in het geval van een rechtspersoon, de benaming en maatschappelijke zetel, alsook de naam, voornaam, woonplaats en hoedanigheid van de wettelijke vertegenwoordiger ;
- 2° de naam en voornaam of benaming van de tegenpartij ;
- 3° het exacte voorwerp van het geschil en een toelichting van de middelen ;

Op straffe van nietigheid worden bij het verzoekschrift de statuten van de eisende partij gevoegd, indien het een rechtspersoon betreft.

Zodra het secretariaat van het IGB het verzoekschrift ontvangt, registreert het die laatste.

Binnen vijf werkdagen na de datum van registratie van het verzoekschrift neemt de voorzitter van de IGB, met instemming van ten minste een van de twee leden die respectievelijk aangewezen zijn door de entiteit die pas het voorzitterschap heeft uitgeoefend en door diegene die dat het volgende jaar zal uitoefenen, een beslissing over de ontvankelijkheid. Deze beslissing wordt onmiddellijk betekend aan de eisende partij.

Indien het verzoekschrift onontvankelijk wordt verklaard, wordt de procedure definitief stopgezet.

§ 3. Als het geschil betrekking heeft op de toegang tot bestaande fysieke infrastructuur of op de coördinatie van civiele werken, kan de IGB een beslissing nemen waarin billijke en redelijke eisen en voorwaarden, waaronder de prijs, worden vastgesteld.

Als zij de prijs van de toegang tot een fysieke infrastructuur vaststelt, zorgt de IGB ervoor dat de toegangsaanbieder een eerlijke kans heeft om zijn kosten terug te verdienen. De IGB houdt ook rekening met de gevolgen van de gevraagde toegang voor het bedrijfsplan van de toegangsaanbieder, met inbegrip van de investeringen door de netwerkexploitant aan wie de toegang wordt gevraagd.

§ 4. Om geldig te beraadslagen en te beslissen, moet twee derde van de leden van de IGB aanwezig zijn, waaronder minstens één lid dat aangewezen is door de gewestregering van het gewest of van de gewesten waar het geschil zich voordoet.

Bij een onvoldoende aantal leden om geldig te beraadslagen kan de IGB worden bijengeroepen voor een nieuwe vergadering na een minimumtermijn van drie werkdagen. In dat geval is het eerste lid niet meer van toepassing.

§ 5. La décision de l'ORL est notifiée aux parties dans les quatorze jours ouvrables à compter du lendemain du jour où elle a été prise.

Article 9

Contre toutes les décisions de l'ORL, un recours en pleine juridiction peut être introduit par toutes les parties au litige devant la Cour des Marchés statuant comme en référé, dans les 60 jours suivant la notification de la décision à toutes les parties concernées par recommandé. La Cour peut remplacer la décision contestée par une nouvelle décision.

L'appel est formé par voie de requête contre l'ORL. La Cour des Marchés informe les parties concernées par la décision contestée, de l'existence du recours par recommandé.

Le recours n'est pas suspensif sauf si la cour prononce la suspension de la décision concernée. La suspension de l'exécution ne peut être ordonnée que si des moyens sérieux susceptibles de justifier l'annulation de la décision sont invoqués et à condition que l'exécution immédiate de la décision risque d'avoir des conséquences graves et difficilement réparables pour l'intéressé.

Pour l'ensemble des aspects ayant trait à la procédure devant la Cour des Marchés qui ne sont pas traités par l'accord de coopération, les dispositions du Code judiciaire relatives à l'appel sont d'application.

Fait à Bruxelles, le 14 juillet 2017.

Pour l'État fédéral :

Le Premier ministre,

Charles MICHEL

Le Vice-Premier ministre et Ministre de la Coopération au développement, de l'Agenda numérique, des Télécommunications et de la Poste,

Alexander DE CROO

Le Vice-Premier ministre et Ministre des Affaires étrangères et européennes, chargé de Beliris et des Institutions culturelles fédérales,

Didier REYNDERS

Le Ministre de la Mobilité, chargé de Belgocontrol et de la Société nationale des chemins de fer belges,

François BELLOT

Le Secrétaire d'État à la Lutte contre la fraude sociale, à la Protection de la vie privée et du Nord, adjoint à la ministre des Affaires sociales et de la Santé publique,

Philippe DE BACKER

§ 5. De beslissing van de IGB wordt aan de partijen betekend binnen veertien werkdagen te rekenen vanaf de dag na de dag van de beslissing.

Artikel 9

Tegen alle beslissingen van de IGB kan door alle partijen bij het geschil binnen zestig dagen na de aangetekende kennisgeving van de beslissing aan alle betrokken partijen, beroep met volle rechtsmacht worden ingesteld bij het Marktenhof, rechtsprekend zoals in kort geding. Het hof kan de aangevochten beslissing vervangen door een nieuwe beslissing.

Het hoger beroep wordt ingesteld via een verzoekschrift tegen de IGB. Het Marktenhof brengt de partijen die bij de aangevochten beslissing betrokken zijn aangetekend op de hoogte van het beroep.

Het beroep heeft geen opschortende werking tenzij het hof de opschorting van de betreffende beslissing uitspreekt. De opschorting van de tenuitvoerlegging kan slechts bevolen worden wanneer ernstige middelen worden ingeroepen die de vernietiging van de beslissing kunnen rechtvaardigen en op voorwaarde dat de onmiddellijke tenuitvoerlegging van de beslissing ernstige en moeilijk te herstellen gevolgen kan hebben voor de betrokkene.

Voor alle aspecten met betrekking hebben op tot de procedure voor het Marktenhof en die niet worden behandeld in het samenwerkingsakkoord, gelden de bepalingen uit het Gerechtelijk Wetboek met betrekking tot het beroep.

Gedaan te Brussel, op 14 juli 2017.

Voor de Federale Staat :

De Eerste minister,

Charles MICHEL

De Vice-Eerste minister en Minister van Ontwikkelingssamenwerking, Digitale Agenda, Telecommunicatie en Post,

Alexander DE CROO

De Vice-Eerste minister en Minister van Buitenlandse en Europese Zaken, bevoegd voor Beliris en de federale culturele instellingen,

Didier REYNDERS

De Minister van Mobiliteit, belast met Belgocontrol en de Nationale Maatschappij der Belgische spoorwegen,

François BELLOT

De Staatssecretaris voor Bestrijding van de sociale fraude, Privacy en Noordzee, toegevoegd aan de Minister van Sociale Zaken en Volksgezondheid,

Philippe DE BACKER

Pour la Région flamande et la Communauté flamande :

Le Ministre-Président et Ministre de la Politique extérieure et du Patrimoine immobilier,

Geert BOURGEOIS

La Vice-Ministre-Présidente et Ministre de l'Administration intérieur, de l'intégration civique, du Logement, de l'Égalité des chances et de la lutte contre la pauvreté,

Liesbeth HOMANS

Le Ministre flamand de la Mobilité, des Travaux publics, de la Périphérie flamande de Bruxelles, du Tourisme et du Bien-être des animaux,

Ben WEYTS

La Ministre flamande de l'Environnement, de la Nature et de l'Agriculture,

Joke SCHAUVLIEGE

Le Ministre flamand de la Culture, des Médias, de la Jeunesse et des Affaires bruxelloises,

Sven GATZ

Pour la Région wallonne :

Le Ministre-Président,

Paul MAGNETTE

Le Vice-Président et Ministre des Travaux publics, de la Santé, de l'Action sociale et du Patrimoine,

Maxime PREVOT

Le Vice-Président et Ministre de l'Économie, de l'industrie, de l'innovation et du Numérique,

Jean-Claude MARCOURT

Le Ministre de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire, de la Mobilité et des Transports et du Bien-être animal,

Carlo DI ANTONIO

Pour la Région de Bruxelles-Capitale :

Le Ministre-Président chargé des Pouvoirs locaux, du Développement territorial, de la Politique de la Ville, des Monuments et Sites, des Affaires étudiantes, du Tourisme et du Port de Bruxelles,

Voor het Vlaams Gewest en de Vlaamse Gemeenschap :

De Minister-President en Minister van Buitenlands Beleid en Onroerend Erfgoed,

Geert BOURGEOIS

De Viceminister-President van de Vlaamse Regering en Minister van Binnenlands Bestuur, Inburgering, Wonen, Gelijke Kansen en armoedebestrijding,

Liesbeth HOMANS

De Vlaamse Minister van Mobiliteit, Openbare Werken, Vlaamse Rand, Toerisme en Dierenwelzijn,

Ben WEYTS

De Vlaamse Minister van Omgeving, Natuur en Landbouw,

Joke SCHAUVLIEGE

De Vlaamse minister van Cultuur, Media, Jeugd en Brussel,

Sven GATZ

Voor het Waals Gewest :

De Minister-President,

Paul MAGNETTE

De Vice-President en Minister van Openbare Werken, Gezondheid, Sociale Actie en Erfgoed,

Maxime PREVOT

De Vice-President en Minister van Economie, Industrie, Innovatie en Digitale Technologieën,

Jean-Claude MARCOURT

De Minister van Leefmilieu, Ruimtelijke Ordening, Mobiliteit en Vervoer en Dierenwelzijn,

Carlo DI ANTONIO

Voor het Brussels Hoofdstedelijk Gewest :

De Minister-President, bevoegd voor Plaatselijke Besturen, Territoriale Ontwikkeling, Stedelijk Beleid, Monumenten en Landschappen, Studentenaangelegenheden, Toerisme en de Haven van Brussel,

Rudi VERVOORT

Le Ministre chargé de la Mobilité et des Travaux publics,

Pascal SMET

La Secrétaire d'État chargée de la Coopération au Développement, de la Sécurité routière, de la Transition numérique, de l'Égalité des Chances et du Bien-être animal,

Bianca DEBAETS

Pour la Communauté française :

Le Ministre-Président,

Rudy DEMOTTE

Le Vice-Président et Ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et des Médias,

Jean-Claude MARCOURT

Pour la Communauté germanophone :

Le Ministre-Président,

Oliver PAASCH

La Vice-Ministre-Présidente et Ministre de la Culture, de l'Emploi et du Tourisme,

Isabelle WEYKMANS

Rudi VERVOORT

De Minister bevoegd voor Mobiliteit en Openbare Werken,

Pascal SMET

De Staatssecretaris belast met Ontwikkelingssamenwerking, Verkeersveiligheid, Digitalisering, Gelijke Kansen en Dierenwelzijn,

Bianca DEBAETS

Voor de Franse Gemeenschap :

De Minister-President,

Rudy DEMOTTE

De Vice-President en Minister van Hoger Onderwijs, Onderzoek en Media,

Jean-Claude MARCOURT

Voor de Duitstalige Gemeenschap :

De Minister-President,

Oliver PAASCH

De Viceminister-President en Minister van Cultuur, Werkgelegenheid en Toerisme,

Isabelle WEYKMANS